

Investissement Canada—Loi

Il faut absolument mettre en place des mesures positives pour assurer l'égalité. La promotion sociale, c'est un moyen de le faire. Il est important que nous disions aux entreprises du secteur privé que le gouvernement estime que la promotion sociale est importante, car elle entraîne une plus grande égalité parmi les groupes de notre pays.

Nous ne pouvons pas nous borner à avoir des lois qui visent à attirer les capitaux. Ce n'est pas assez d'avoir des lois qui disent simplement que le Canada est à vendre. Nous ne pouvons pas nous contenter de dire aux banquiers étrangers que leur argent serait très bien accueilli au Canada. Ils doivent savoir que nous ne leur donnerons pas carte blanche et qu'ils devront respecter les normes en vigueur au Canada s'ils veulent s'établir dans notre pays. Si des capitaux sont investis au Canada, ils doivent l'être selon les lois et les normes du Canada et ils doivent servir les Canadiens. A titre d'exemple, je mentionnerai les industries Toro pour montrer que cette idée est réalisable, qu'elle a déjà été utilisée et que rien ne nous empêche de l'appliquer maintenant à l'ensemble du Canada dans le cadre de la mesure à l'étude. Il est essentiel que les capitaux étrangers servent les intérêts du Canada, étant donné surtout qu'une proportion si importante de l'industrie canadienne appartient à des étrangers. Le comportement des investisseurs étrangers dans l'économie du Canada est un facteur essentiel de la qualité de la vie au Canada.

Monsieur le Président, comme je vois que vous me faites signe qu'il ne me reste que quelques minutes, je me hâterai de terminer. Ce que je veux dire essentiellement, c'est que le projet de loi ne va pas assez loin. Il est inacceptable d'ouvrir simplement nos portes aux capitaux étrangers. Nous devons obliger les investisseurs étrangers à respecter certaines normes de comportement au Canada. Nous avons besoin de lois qui disent clairement que, lorsque des banquiers étrangers investissent des capitaux au Canada, ces investissements doivent être avantageux pour les Canadiens. Ils devront négocier la façon dont ces investissements se feront pour que nous autres, représentants élus du peuple, puissions être certains que ces capitaux serviront le public. Les investissements étrangers doivent nous procurer des avantages, par exemple, plus d'égalité, de meilleures possibilités d'emploi et le développement des régions sous-développées de notre pays. Il est essentiel que nous adoptions l'amendement à l'étude aujourd'hui pour modifier l'objectif du projet de loi et montrer que nous sommes prêts à accueillir des capitaux étrangers, mais selon des modalités qui profiteront aux Canadiens.

● (1510)

Mme Sheila Cops (Hamilton-Est): Monsieur le Président, je souhaite moi aussi appuyer l'amendement, étant donné que bien des Canadiens d'un bout à l'autre du pays se préoccupent vivement de ce que le gouvernement s'apprête à abolir l'Agence d'examen de l'investissement étranger. Nous en sommes au point où d'importants investisseurs, dont la famille Bronfman, ont reconnu que ce projet de loi était une sottise. Il ne comporte aucune garantie semblable à celles que prévoit

l'amendement. Rien ne permet de croire que cette mesure permettra de protéger les emplois des Canadiens.

Il est désolant de voir le président de la Steel Company of Canada obligé de dénoncer publiquement la couardise du gouvernement dans le secteur de l'acier. Les députés ne peuvent certes pas ignorer que nos aciéries sont capables de faire concurrence sur le marché international. Malheureusement, parce que le gouvernement est dépourvu de volonté politique, qu'il n'a pas d'épine dorsale et qu'il s'est dit prêt non seulement à accueillir les investisseurs étrangers mais aussi à trahir nos intérêts, nous voilà obligés de nous opposer à ce projet de loi.

J'ai peur, à titre de Canadienne, quand j'entends dire que pour sauver notre économie, nous allons devoir vendre nos ressources hydrauliques. C'est le gouvernement qui a instauré pareille attitude. Dans son cahier économique, le *Toronto Star* signale aujourd'hui que la famille Bronfman est profondément inquiète. Parlant au nom de cette famille, Stephen Jarislowky déclare qu'en supprimant l'Agence d'examen de l'investissement étranger, Ottawa a fait de la société Seagram, dont le siège social se trouve à Montréal, une cible parfaite pour être prise en charge par des intérêts américains. Je voudrais savoir si les entreprises américaines vont garantir des emplois aux Canadiens.

Souvenons-nous qu'au moment de la crise économique de 1982, les sociétés mères se sont mises à chercher ailleurs parce que leurs affaires allaient mal. Consolidated-Bathurst de Hamilton a-t-elle garanti des emplois aux Canadiens? Non. En fait, au premier soupçon de la moindre difficulté économique, cette société a plié bagage et quitté Hamilton, tout comme Allen Industries a plié bagage et quitté notre localité. Inglis, après avoir reçu des millions de dollars fédéraux, a également plié bagage et quitté la ville de Hamilton. Comment ce gouvernement, qui a été élu massivement pour créer des emplois, des emplois et encore des emplois, peut-il maintenant demander aux Canadiens d'appuyer un texte qui apporterait encore des acquisitions américaines, encore des acquisitions étrangères, mais pas de garantie d'emploi aux travailleurs du Canada?

Les travailleurs de Stelco et de Dofasco veulent bien que les emplois canadiens restent au Canada. Les travailleurs de Stelco et de Dofasco veulent que le Canada muscle un peu sa législation anti-dumping. Les travailleurs de Hamilton veulent que le gouvernement adopte une attitude positive vis-à-vis des investissements canadiens, au lieu d'entraver des gens comme Ernie Kablau qui cherche à mettre près de un million de dollars au plan touristique dans notre localité. Quelle réaction a-t-il obtenue des conservateurs, provinciaux et fédéraux? Le sous-ministre du Tourisme a dit à M. Kablau que le gouvernement lui donnera de l'argent s'il amène son bateau à St. Catharines, parce que Hamilton n'est pas prioritairement touristique. Quand les conservateurs de Toronto ont dressé une carte touristique, ils ont exclu tout à fait Hamilton. Voilà l'attitude du présent gouvernement, voilà l'attitude du gouvernement provincial.